



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Paris, le 25 février 2021
N°711

Première réunion du Conseil national de l'hydrogène

Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, **Bruno Le Maire**, ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance et **Agnès Pannier-Runacher**, ministre déléguée en charge de l'Industrie, ont réalisé un premier bilan de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour le développement de l'hydrogène décarboné lors d'une réunion du Conseil national de l'hydrogène (CNH)¹ qui s'est tenue aujourd'hui, jeudi 25 février à Albi, au sein de l'entreprise SAFRA.

1. La stratégie pour le développement d'un hydrogène décarboné place la France parmi les pays les plus en pointe sur cette technologie

Cette stratégie, qui a été annoncée par le gouvernement le 8 septembre 2020, prévoit 7 milliards d'euros de soutien public d'ici 2030, dont 2 milliards d'euros d'ici 2022, dans le cadre de France Relance et des Investissements d'Avenir.

La supervision des travaux menés pour la mise en œuvre de cette stratégie est assurée par un coordonnateur, Hoang Bui, dont la nomination a été confirmée.

¹ Le rôle et la constitution du Conseil national de l'hydrogène avaient été précisés lors d'un communiqué de presse le 11 janvier 2021.

Les co-présidents du CNH, **Benoit Potier**, président directeur général d'Air Liquide, et **Patrick Koller**, directeur général de Faurecia, ont présenté une analyse comparative des stratégies internationales sur l'hydrogène, se fondant notamment sur les travaux du Conseil mondial de l'hydrogène (*Hydrogen Council*).

Il en ressort que la France est positionnée dans le peloton de tête des pays les plus avancés pour leur stratégie, aux côtés de l'Allemagne en Europe ou de la Chine, la Corée et le Japon en Asie. Les critères d'évaluation suivants ont été analysés : développement de la production de l'hydrogène renouvelable et bas carbone, définition d'objectifs clairs, dispositif de pilotage et de suivi de la stratégie, moyens financiers, adaptation des réglementations.

2. Le lancement de la stratégie en septembre a engendré une forte dynamique industrielle

Le Conseil national de l'hydrogène constate une forte dynamique industrielle qui est amenée à se poursuivre dans les prochains mois.

Dans le cadre de France Relance, 27 projets de R&D et d'intégration de technologies hydrogène ont d'ores et déjà été soutenus, pour 212 M€ d'investissement total et 37 M€ de soutien public².

A ces projets viennent s'ajouter 60 M€ de soutien à la filière aéronautique dans le cadre du CORAC (Comité d'orientation de la recherche pour l'aéronautique civile). Par ailleurs, début 2021, un soutien financier a été annoncé **pour aider 4 régions (Occitanie, Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand-Est) à acquérir 14 trains hydrogène** représentant un investissement total de 300 M€.

Dans le cadre de la première session de l'appel à projets « écosystèmes territoriaux » de l'ADEME, **7 projets, représentant un investissement de 136M€ et une demande d'aide de 45M€, ont été présélectionnés** pour soutenir la production par électrolyse et la mobilité hydrogène. La deuxième session de cet appel à projets compte déjà plus de 47 nouvelles demandes ouvertes, pour une présélection en juin.

De premiers éléments ont été présentés concernant les projets d'envergure qui pourraient bénéficier d'un accompagnement dans le cadre du PIIEC³ en cours de construction au niveau européen, sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne. **Ces projets français représentent un montant total d'aide avoisinant les 8 Mds € et concernent la production d'électrolyseurs, la décarbonation de l'industrie lourde, la production des équipements pour la mobilité.** Les projets retenus donneront lieu aux premiers versements d'aides dès la fin de l'année.

Dans ce cadre France Hydrogène a dénombré 4 projets d'usines en France de fabrication d'électrolyseurs et a identifié des installations d'électrolyse projetées d'une puissance totale de 3,2 GW, soit d'ores et déjà près de 50% de l'objectif fixé par la stratégie nationale de disposer d'une capacité d'électrolyse sur notre territoire de 6,5 GW en 2030.

Des projets innovants utilisant les technologies de l'hydrogène sont également en développement dans les systèmes électriques des zones non interconnectées en outre-mer, tel que le projet CEOG⁴ de centrale photovoltaïque à puissance garantie avec stockage hydrogène. Les modalités de son soutien sont en cours d'étude

² Les subventions proviennent des fonds de modernisation automobile et aéronautique, du soutien aux projets industriels dans les territoires, du Programme Investissements d'Avenir dans le cadre du Comité d'orientation de la recherche pour l'automobile et les mobilités (CORAM).

³ Projet Important d'Intérêt Européen Commun. Le dispositif, à l'instar de celui sur les batteries, autorise les Etats membres à financer les projets au-delà des limites habituellement fixées par la réglementation européenne lorsqu'il s'agit de soutenir des projets de grande ampleur qui apportent une contribution très importante à la croissance économique, à l'emploi et à la compétitivité de l'industrie et de l'économie de l'Union

⁴ Centrale Electrique de l'Ouest Guyanais

3. Les écosystèmes français affichent une bonne maîtrise des technologies clés et le CNH travaille à renforcer les compétences et la chaîne de valeur française

Le Conseil national de l'hydrogène a établi une cartographie des technologies clés, en s'appuyant sur l'expertise de l'ensemble des comités stratégiques de filières concernés. Cette analyse montre que la France maîtrise ou disposera rapidement de toutes les technologies critiques nécessaires à sa souveraineté et permettant un passage rapide à l'échelle industrielle.

Des thématiques prioritaires ont été identifiées pour faire l'objet de travaux complémentaires. Il s'agit par exemple des membranes, des compresseurs d'air pour piles à combustible et électrolyseurs, ou encore des procédés de décarbonation pour l'industrie sidérurgique et les cimenteries.

Le Conseil national de l'hydrogène a ainsi initié des travaux pour identifier des contributeurs, former des consortia et développer des technologies, équipements, applications et logiciels correspondant pour renforcer la chaîne de valeur française.

Afin de soutenir ces nouveaux projets de R&D, le Secrétariat général pour l'investissement a amélioré le dispositif d'aide « briques technologiques et démonstrateurs hydrogène » opéré par l'ADEME, en portant notamment la part de subvention dans les aides accordées à 60%, voire 75% sous certaines conditions.

4. Les industriels du Conseil national de l'hydrogène s'engagent pour développer les formations au sein de la filière

La dynamique de la filière hydrogène est porteuse de perspectives importantes d'emplois.

France Hydrogène est ainsi en cours de finalisation d'un référentiel des compétences-métiers qui sera présenté fin mars et accessible par internet. Sur les 75 métiers identifiés, une quinzaine apparaît déjà en tension.

Pour y remédier, des initiatives dans le domaine de la formation professionnelle ont été évoquées lors de cette réunion, telles que « la Symbio Hydrogen Academy » portée par l'entreprise Symbio et ses actionnaires Faurecia et Michelin. Elle vise à former 300 personnes par an aux métiers de l'hydrogène dans la région lyonnaise.

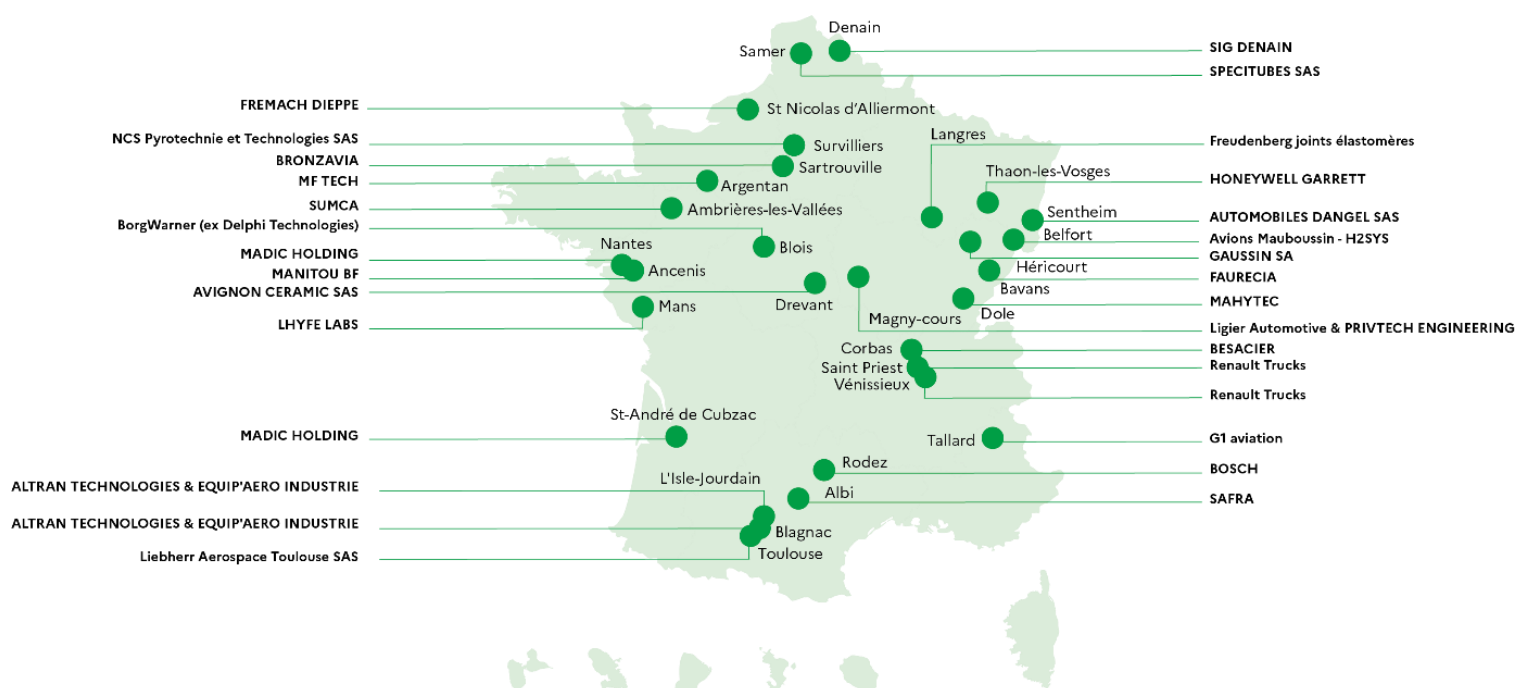
De la même manière, le groupe Air Liquide apporte son soutien aux initiatives telles que la « H2 Académie », qui est destinée notamment à former des étudiants en BTS à partir de septembre 2021 à Port-Jérôme, près du Havre.

5. Le Conseil national de l'hydrogène se réunira régulièrement pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de la stratégie hydrogène

La prochaine réunion du Conseil national de l'hydrogène se tiendra d'ici l'été. Elle permettra de faire le point sur des thématiques d'intérêt commun telles que :

- les enjeux de réglementation et de normalisation spécifiques au domaine de l'hydrogène, via des groupes de travail associant les industriels pour construire un cadre réglementaire permettant le développement de la filière en toute sécurité ;
- les projets et partenariats autour des technologies clefs qui font encore défaut à la filière française ;
- la mise en place de mécanismes de soutien à la production d'hydrogène renouvelable et décarboné ;
- la question des infrastructures de transport et de distribution.

ANNEXE 1 - Cartographie des projets hydrogène d'ores et déjà soutenus par France Relance



ANNEXE 2 – Présentation de SAFRA et du projet retenu dans le cadre de France Relance

SAFRA (Société Albigeoise de Fabrication et de Réparation Automobile) est une PME de 245 employés fondée en 1955 et basée à Albi.

Elle se développe fortement sur le marché du matériel de transport de passagers et s'est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation d'autobus à motorisation électrique, sous la marque Businova.

Le projet TERRITOIREH2 du Groupe SAFRA, soutenu à hauteur de 750 000€ dans le cadre de France Relance, permettra l'agrandissement et la modernisation du site industriel de l'entreprise. Le projet permettra au groupe d'accueillir avant tout l'industrialisation de la gamme Businova et la nouvelle activité de fabrication et de rétrofit de véhicules hydrogène.

La production en séries permettra ainsi de réduire le temps de fabrication du Businova d'ici 2022-2023. Le groupe pourra produire 140 autobus par an avec cette première phase d'agrandissement et de développement.

Contacts presse :

Cabinet de Barbara Pompili

01 40 81 78 31- secretariat.communication@ecologie.gouv.fr

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13 - presse.mineco@cabinets.finances.gouv.fr

Cabinet d'Agnès Pannier-Runacher

01 53 18 44 38 - presse.mind@cabinets.finances.gouv.fr